

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

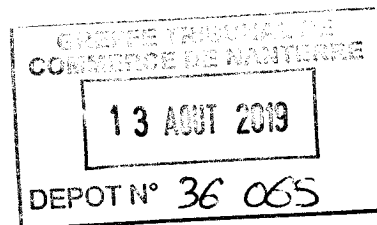
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 06544

Numéro SIREN : 508 094 927

Nom ou dénomination : COVAGE NETWORKS

Ce dépôt a été enregistré le 13/08/2019 sous le numéro de dépôt 36065



COVAGE NETWORKS

Société par Actions Simplifiée

Immeuble Crisco Uno
3-5-7 avenue de la Cristallerie
92310 Sèvres

**Rapport du Commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

**CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a vertical stroke.

COVAGE NETWORKS

Société par Actions Simplifiée
Immeuble Crisco Uno
3-5-7 avenue de la Cristallerie
92310 Sèvres

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Associé unique de la société Covage Networks,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Covage Networks relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

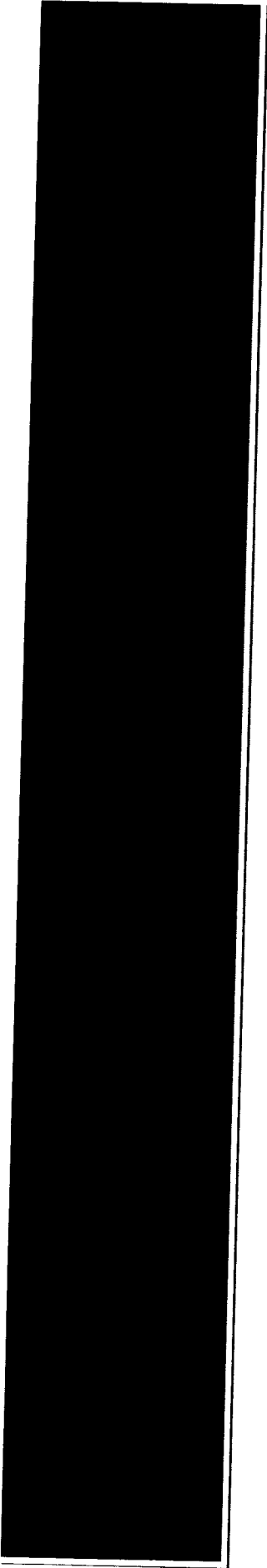


- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris la Défense, le 24 juillet 2019
Le Commissaire aux comptes
DELOITTE & ASSOCIES

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'V' followed by a dot and a diagonal line.

Marc de Villartay



COMPTES ANNUELS 2018

COVAGE NETWORKS
508 094 927 00029

Sommaire

Bilan Actif.....	1
Bilan Passif.....	2
Compte de résultat (partie 1).....	3
Compte de résultat (partie 2).....	4
I - Faits caractéristiques de l'exercice	5
II - Règles et méthodes comptables.....	6
Immobilisations.....	9
Tableau des amortissements	10
Tableau des provisions.....	11
Etat des stocks.....	13
Créances.....	14
Dettes	15
Produits à recevoir	16
Charges à payer.....	16
Charges et produits constatés d'avance	17
Charges à répartir	18
Composition du capital social	18
Tableau des variations des capitaux propres	19
Tableau d'affectation du résultat de l'exercice soumis à l'assemblée générale.....	20
Ventilation du chiffre d'affaires en K€.....	20
Charges exceptionnelles	21
Produits exceptionnels.....	22
Crédit-bail.....	22
Effectif au 31/12/2018	23
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	24
Information sur la fiscalité différée	25
Information sur l'impôt.....	25
Engagements hors bilan donnés.....	25
Engagements hors bilan reçus.....	25

Bilan Actif

Rubriques	Brut	Amortissement	Net 2018	Net 2017
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	575 968	575 968		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	895 399		895 399	895 399
Autres immobilisations incorporelles	14 864 054	8 325 580	6 538 473	5 744 967
Avances et acomptes sur immobilisations, incorporelles				
Total immobilisations incorporelles	16 335 420	8 901 548	7 433 872	6 640 365
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	6 462 391	1 794 850	4 667 540	4 209 078
Installations techniques, mat. et outillage industriels	17 197 786	7 392 417	9 805 369	9 768 931
Autres immobilisations corporelles	5 424 884	2 814 226	2 610 658	1 032 305
Avances et acomptes				
Immobilisations mises en concession par le concessionnaire :				
Immobilisations en cours	8 400 930		8 400 930	2 082 308
Immobilisations non renouvelables	1 898 963		1 898 963	
Immobilisations renouvelables				
Total immobilisations corporelles	39 384 954	12 001 494	27 383 460	17 092 621
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	369 058		369 058	120 309
Total immobilisations financières	369 058		369 058	120 309
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production				
Produits intermédiaires et finis	3 176 206		3 176 206	1 655 109
Marchandises				
Total des stocks	3 176 206		3 176 206	1 655 109
Avances et acomptes versés sur commandes	985 541		985 541	1 742 482
Clients et comptes rattachés	34 229 581	17 820	34 211 761	21 065 416
Autres créances	9 351 181		9 351 181	3 895 925
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières dont actions propres :				
Disponibilités	964 545		964 545	1 872 496
Charges constatées d'avance	19 707 015		19 707 015	4 208 578
ET BESOIN D'AVANCE	108 121 483	17 820	108 099 251	94 445 006
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	124 503 501	20 920 862	103 582 640	58 293 303

Bilan Passif

Rubriques			Net 2018	Net 2017
Situation nette				
Capital social ou individuel	Dont versé :	4 544 584	4 544 584	2 065 720
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			47 205	47 205
Écarts de réévaluation				
Réserve légale			85 126	85 126
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves			(95 069)	(1 403 776)
Report à nouveau			1 587 960	(1 170 156)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			6 169 806	(375 881)
Total situation nette				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Provisions pour risques			6 139 300	4 076 100
Provisions pour charges			200 000	1 537 573
Dettes financières				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				8 387
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			15 951 300	11 028 070
Emprunts et dettes financières divers			15 951 300	11 036 458
Total dettes financières				
Dettes d'exploitation				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			41 298 539	15 532 531
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			15 859 642	8 627 320
Dettes fiscales et sociales			57 158 182	24 159 851
Total dettes d'exploitation				
Dettes diverses				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			8 020 692	5 570 083
Autres dettes			481 844	243 253
Total dettes diverses			8 502 537	5 813 337
Comptes de régularisation				
Produits constatés d'avance			9 461 515	12 045 864
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			103 582 640	58 293 303

Compte de résultat (partie 1)

Rubriques	France	Export	Net 2018	Net 2017
Vente de marchandises	6 225 890		6 225 890	4 903 292
Production vendue de biens				
Production vendue de services	104 446 139		104 446 139	73 838 550
IMPOTS D'AFFAIRES NETS	104 446 139		104 446 139	73 838 550
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				
Autres produits			1 094 348	440 913
CHARGES D'EXPLOITATION			733 020	677 598
Charges externes			733 020	677 598
Achat de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			(1 521 097)	(29 992)
Total charges externes			73 515 900	47 985 267
Impôts, taxes et assimilés			71 994 803	47 955 275
Charges de personnel			1 408 989	1 147 009
Salaires et traitements				
Charges sociales			19 269 373	14 843 721
Total charges de personnel			12 002 100	7 441 345
Dotations d'exploitation			31 271 473	22 285 066
Dotations aux amortissements sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur immobilisations			3 541 013	2 615 804
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges			9 562	8 258
Total dotations d'exploitation			752 427	872 981
Autres charges d'exploitation			4 303 001	3 497 043
CHARGES D'EXPLOITATION			70 116	730 858
RESULTAT D'EXPLOITATION			3 451 015	4 245 099

I - Faits caractéristiques de l'exercice

La société COVAGE NETWORKS a été enregistrée au registre du commerce de NANTERRE le 17 septembre 2008 et clôture au 31 décembre 2018 son dixième exercice comptable.

Par acte enregistré le 30 octobre 2008, la société TELIASONERA INTERNATIONAL CARRIER France a cédé à la société COVAGE NETWORKS une partie de son fonds de commerce. La promesse synallagmatique de vente et d'achat de sites immobiliers signés lors de l'acte de cession du fonds de commerce a été réalisée par acte notarié du 23 décembre 2008 avec prise d'effet au 03 octobre 2008.

Par acte enregistré le 21 décembre 2009 avec effet au 31 décembre 2009, la société SOGEA NETWORKS a cédé son fonds de commerce d'exploitation d'infrastructures passives de fibres optiques.

Compte tenu de la structure juridique du groupe COVAGE et de la complémentarité des activités de COVAGE SERVICES avec celles de COVAGE NETWORKS, une fusion-absorption de la société COVAGE SERVICES a été réalisée à la date du 31 décembre 2011, avec effet rétroactif au 1er octobre 2011.

Outre la commercialisation de son réseau, COVAGE NETWORKS exerce désormais des activités de fournitures de prestations de services auprès des DSP du groupe COVAGE.

L'exercice 2018 a été marqué par les événements suivants :

- Activité travaux :

- Début déploiement du Calvados transféré de Tutor SA,
- Début déploiement du projet FTTH du département de l'Hérault et de l'Essonne (en affermage),
- Continuité du déploiement FTTH pour le département de la Seine et Marne, de la Métropole de Lille et du Grand Paris Sud.

- Activité télécom :

- Le backbone est essentiellement commercialisé pour les offres de collecte FTTO et FTTH (remontés des flux des différentes DSP pour le compte des opérateurs),
- Les contrats de services FTTO continuent d'acquérir de nouveaux sites,
- Le réseau FTTO de la Métropole de Lille continue d'être déployé avec en parallèle le début de la commercialisation.

- Activité de services :

- De nouveaux projets (Essonne Numérique, Hérault THD, AMEL Saône et Loire) génèrent des revenus mais également des coûts supplémentaires.

II – Règles et méthodes comptables

1) Principes généraux

Les comptes de la société sont établis conformément aux dispositions prévues par le règlement ANC n°2016-07 relatif à la réécriture du plan comptable général et plus particulièrement selon les dispositions relatives aux immobilisations faisant l'objet d'une concession de service public.

2) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production et sont amorties selon la méthode linéaire.

Les durées d'amortissement retenues sont généralement les suivantes :

Immobilisations	Amortissement	
	mode	durée
<u>Immobilisations incorporelles</u>		
Frais d'établissement	linéaire	5 ans
Licences	linéaire	5 ans
I.R.U.	linéaire	Durée du contrat
Autres immo. Incorporelles	linéaire	5 ans
<u>Immobilisations corporelles</u>		
Constructions	linéaire	20 ans
Installations techniques	linéaire	5 ans
Equipements actifs	linéaire	10 ans
Aménagements bureaux/cloisons	linéaire	5 ans
Matériel de bureaux	linéaire	5 ans
Matériel informatique	linéaire	5 ans
Mobiliers de bureaux	linéaire	5 ans

3) Immobilisations financières

Les immobilisations financières se composent principalement de dépôts et cautionnements.

4) Valeurs mobilières de placement

Néant

5) Créances d'exploitation

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas à la clôture pour analyser le niveau de risque de non-recouvrement. En fonction de cette appréciation, une provision est comptabilisée en cas de risque de non-recouvrement.

6) Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable. Elles sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation née du risque.

S'agissant des éventuelles pénalités de retard sur construction du réseau ; en vertu du contrat de construction qui lie la société à son donneur d'ordre, et notamment de ses dispositions de transparence, le risque est supporté par la société COVAGE NETWORKS, agissant en tant que sous-traitant : les pénalités qui sont facturées à la société donneur d'ordre sont supportées par son sous-traitant, COVAGE NETWORKS, le cas échéant. Ainsi le risque sur pénalités non facturés en clôture doit être pris par prudence par la société.

7) Chiffre d'affaires

Les frais d'accès facturés aux clients sont inscrits en produits de l'exercice au cours duquel la prestation de raccordement est réalisée, en sus des prestations de services. Le prix de cette prestation est indépendant du coût des raccordements venant valoriser le réseau, et s'analyse comme un droit à raccordement, élément du prix de la prestation venant contribuer au financement des investissements réalisés au même titre que les locations de fibres ou services de bande passante.

Les prestations de services sont comptabilisées conformément aux différents contrats signés. La date de facturation appliquée correspond à la date de mise en service des différentes prestations.

Le produit de la vente des I.R.U. (Indefasible Right of Use) est étalé sur la durée du contrat de location.

8) Résultat courant

Le résultat courant comprend le résultat de l'exploitation ainsi que les produits et les charges liés au financement des activités. Il ne prend pas en compte les éléments à caractère non récurrent tels que les coûts et provisions associés aux cessions d'actifs hors exploitation, les coûts de fermeture de sites et les charges de restructuration.

9) Engagements retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les hypothèses actuarielles retenues en fin d'exercice sont détaillées en annexe

Le résultat courant comprend le résultat de l'exploitation ainsi que les produits et les charges liés au financement des activités. Il ne prend pas en compte les éléments à caractère non récurrent tels que les coûts et provisions associés aux cessions d'actifs hors exploitation, les coûts de fermeture de sites et les charges de restructuration.

Immobilisations

Rubriques	Montant début 2018	Augmentations	Reclassement	Diminutions	Montant fin 2018
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	575 967				575 968
Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 947 509	2 453 296	641 353		15 759 453
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions	5 633 965	3 919 929	3 091 503		6 462 391
Installations techniques, matériel et outillage industriels	15 411 387	5 422 798	3 636 400		17 197 786
Installations générales, agencements, aménagements	396 984	962 218			1 359 203
Matériel de transport					
Matériel de bureau et mobilier informatique	3 046 893	1 018 788			4 065 681
Immobilisations mises en concession par le concessionnaire :					
Immobilisations en cours	2 082 308	6 372 247	53 625		8 400 930
Immobilisations non renouvelables	0	1 898 963			1 898 963
Immobilisations renouvelables					
Immobilisations financières					
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	120 309	248 749			369 058
TOTAL GENERAL	41 215 325	22 296 988	7 422 881		56 089 433

Tableau des amortissements

Rubriques	Montant début 2018	Augmentations	Reclassements	Diminutions	Montant fin 2018
Immobilisations incorporelles					575 968
Frais d'établissement, de recherche et de développement.	575 967				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 307 143	1 018 437			8 325 580
Constructions	1 424 887	369 963			1 794 850
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 642 457	1 749 961			7 392 417
Installations générales, agencements, aménagements	383 749	54 900			438 649
Matériel de transport					2 375 577
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 027 825	437 752			
Immobilisations mises en concession par le concessionnaire :					
Immobilisations en cours					
Immobilisations non renouvelables					
Immobilisations renouvelables					
TOTAL GENERAL	17 362 029	3 541 013			20 903 042

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant début	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant fin
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Tableau des provisions

Nature des provisions	Montant au début 2018	Augmentations : Dotations de l'exercice	Utilisées au cours de l'exercice	Diminutions : Non Utilisées au cours de l'ex	Reprises de l'exercice	Montant à fin 2018
Provisions réglementées						
Provisions pour reconstitution des gisements						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
Total provisions réglementées						
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités	4 076 100	4 776 000				4 776 000
Provisions pour pertes de change	0	164 589			4 076 100	164 589
Provisions pour pensions et obligations similaires	610 873	267 954				878 827
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien et grandes révisions						
Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	926 700	319 884				1 246 584
Total provisions pour risques et charges					726 700	519 884
Total provisions réglementées et risques et charges					726 700	5 295 884
Provisions pour dépréciation						
Sur immobilisations incorporelles						
Sur immobilisations corporelles						
Sur immobilisation de titres mis en équivalence						
Sur immobilisation de titres de participation						
Sur autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients	9 608	9 562				19 170
Autres provisions dépréciations					1 350	17 820
Total provisions pour dépréciation					1 350	17 820
TOTAL GENERAL	5 623 281	5 538 286			4 804 150	6 357 120
Dont dotations et reprises d'exploitation						
Dont dotations et reprises financières						
Dont dotations et reprises exceptionnelles						

La provision pour pénalité de 4,8 M€ concerne le risque de pénalité de retard de travaux vis-à-vis des sociétés suivantes :

- CALVADOS : pour un montant de 2,5 M€
- Hérault THD pour un montant de 2,3 M€

La provision d'indemnité pour départ à la retraite est de 879 K€ et s'établit selon les hypothèses suivantes :

- *2% pour les augmentations annuelles de salaires ;*
- *2,5% pour le taux net d'actualisation*
- *65 ans pour l'âge de départ à la retraite ;*
- *3% pour le taux de rotation du personnel ;*
- *47% pour le taux de charges sociales patronales.*
- *Table de mortalité : table réglementaire TH/TF 00-02*

Etat des stocks

Rubriques	Valeur Brute N-1	VARIATION	Valeur Brute N	Dépréciation	Valeur Nette N
Stock fourreaux	406 333				406 333
Stock Terminaux	460 893	1 249 365			1 710 258
Stock spare maintenance	787 883	271 731			1 059 614
Total des stocks	1 655 109	1 521 09			3 176 205

Les stocks sont constitués de fourreaux acquis auprès de Télia (3 octobre 2008) et d'équipements actifs clients.

Créances

Etat des créances	Montant brut	A 1 an ou plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	369 058		369 058
Autres immobilisations financières	369 058		369 058
TOUS LES REMPLISSABLES			
Clients douteux ou litigieux	17 820	17 820	
Autres créances clients	34 211 761	34 211 761	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	96 340	96 340	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	8 825 089	8 825 089	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	211 253	211 253	
Groupe et associés (2)	218 500	218 500	
Débiteurs divers			
TOTAL DES CREANCES	19 707 015	19 707 015	
Charges constatées d'avance	63 656 835	63 287 777	369 058
TOTAL DES CREANCES			

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	

Dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit à un an maxi				
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit à + de un an				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	15 951 300			15 951 300
Fournisseurs et comptes rattachés	41 298 539	41 298 539		
Personnel et comptes rattachés	5 644 628	5 644 628		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 635 520	2 635 520		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	7 144 333	7 144 333		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	435 161	435 161		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 020 692	8 020 692		
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	481 844	481 844		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	9 461 515	5 840 729	2 603 976	1 016 810
TOTAL DES DETTES	91 073 534	71 501 447	2 603 976	16 968 110

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	0
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	0
(2) Montant des emprunts et dettes dus aux associés	

Les produits constatés d'avance représentent notamment les produits perçus à l'occasion de la vente des IRU et qui sont comptabilisés en chiffre d'affaires sur la durée du contrat de location.

Produits à recevoir

Produits à recevoir	2018	2017
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances	28 742 160	15 486 604
Créances clients et comptes rattachés	0	0
Autres créances	28 742 160	15 486 604
Disponibilités et divers		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Autres		
TOTAL	28 742 160	15 486 604

Charges à payer

	2018	2017
Nature des charges		
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 222 761	15 529 754
Dettes fiscales et sociales	435 161	542 434
Dettes diverses	3 885 894	5 186 713
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Autres		
TOTAL	39 543 816	21 258 901

Charges à répartir

Nature des charges	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Charges différées :				
Frais d'acquisition des immobilisations :				
Frais d'émission des emprunts :				
Charges à étaler :				
TOTAL				

Composition du capital social

Catégories de titres	Clôture N-1	Nombre de titres créés pendant l'exercice N	Remboursés pendant l'exercice N	Total	Valeur nominale
Actions ordinaires	206 572	495 773	247 886	454 458	10
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					
Total	206 572	495 773	247 886	454 458	10

Le capital de la société est détenu à 100% par la société COVAGE SAS.

Tableau des variations des capitaux propres

Rubriques	01/01/2018	Augmentation de capital	Diminution de capital	Affectation résultat N-1	Autres mouvements	Résultat N	31/12/2018
Capital en nombre d'actions	206 572	495 773	-247 886				454 458
Valeur nominale	10	10	10				10
Capital social ou individuel	2 065 720	4 957 728	-2 478 860				4 544 584
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	47 205						47 205
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	85 126						85 126
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	(1 403 776)		2 478 864	(1 170 156)			(95 069)
Résultat de l'exercice	(1 170 156)			(1 170 156)		1 587 960	1 587 960
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
Dividendes versés							
Total capitaux propres	(375 881)	4 957 728	0	0		1 587 960	6 169 806

Tableau d'affectation du résultat de l'exercice soumis à l'assemblée générale

Origines	Montant
Report à nouveau de l'exercice	(95 069)
Résultat de l'exercice	1 587 960
Prélèvement sur les réserves	
TOTAL	1 492 891

Affectations	Montant
Réserve légale	85 126
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	1 492 891
TOTAL	1 578 017

Ventilation du chiffre d'affaires en K€

Détail du chiffre d'affaires	2018			2017		
	France	Export	Total	France	Export	Total
SERVICES RECURRENTS	28 377		28 377	22 746		22 746
IRU	668		668	668		668
LOCATIONS	2 960		2 960	2 716		2 716
HEBERGEMENT	1 021		1 021	915		915
MAINTENANCE	6 000		6 000	5 841		5 841
PREDEGROUPEMENT						
BANDE PASSANTE	7 436		7 436	6 435		6 435
IP TRANSIT						
DSL						
FTTH						
RADIO (Wifi/w imax/CPL)						
SERVICES NON RECURRENTS	5 727		5 727	1 980		1 980
VENTE D'EQUIPEMENTS				4 903		4 903
VENTE DE TRAVAUX	57 564		57 564	31 722		31 722
FAS/FAR IRU						
FAS/FAR LOCATIONS				78		78
FAS/FAR HERBERGEMENT	16		16	21		21
FAS/FAR BANDE PASSANTE	902		902	715		715
FAS/FAR DSL						
FAS/FAR FTTH						
FAS/FAR RADIO						
TOTAL	110 671		110 671	78 742		78 742

Charges exceptionnelles

Nature des charges	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Pénalités sur marchés	25 443	471 200
Pénalités et amendes fiscales et pénales		
Dons, libéralités		
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice		
Subventions accordées		
Rappels d'impôts		
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges sur exercices antérieurs		
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Immobilisations financières		
Autres éléments d'actif (sauf stocks et valeurs mobilières)		
Autres charges exceptionnelles		
Malis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Malis provenant du rachat de titres propres		
Charges exceptionnelles diverses		
Autres		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 776 000	4 076 100
TOTAL	4 801 443	4 547 300

La provision pour pénalité de 4,8 M€ concerne le risque de pénalité de retard de travaux vis-à-vis des sociétés suivantes :

- CALVADOS : pour un montant de 2,5 M€
- Hérault THD pour un montant de 2,3 M€

Produits exceptionnels

Nature des produits	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes		
Libéralités reçues		
Rentrées sur créances amorties		
Subventions d'équilibre		
Dégrèvements d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices)		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits des cessions d'éléments d'actif		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Immobilisations financières		
Autres éléments d'actif (sauf stocks et valeurs mobilières)		
Autres produits exceptionnels		
Bonis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Bonis provenant de rachat ou de ventes de titres propres		
Produits exceptionnels divers		150
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	4 076 100	300 000
TOTAL	4 076 100	300 150

Crédit-bail

Immobilisations en crédit-bail	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements de l'exercice	Dotations aux amortissements cumulées	Valeur nette
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL				

Engagements de crédit-bail	Redevances payées de l'exercice	Redevances payées cumulées	Redevances restant à payer jusqu'à 1 an	Redevances restant à payer de 1 à 5 ans	Redevances restant à payer plus de 5 ans	Total	Prix d'achat résiduel
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, ...							
Autres immobilisations corporelles							
Immobilisations en cours							
TOTAL							

Effectif au 31/12/2018

Categories	Effectif salarié	
	2018	2017
Cadres	263	217
Agents de maîtrise	54	31
Employés et techniciens	37	38
Apprentis	5	6
Contrat de professionnalisation	7	28
Total	366	320

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

[illegible]

Information sur la fiscalité différée

La société fait partie, depuis le 01/01/2012, du groupe d'intégration fiscale dont la tête de groupe est COVAGE SAS.

Au 31/12/2018 : Le déficit fiscal de la société utilisé, depuis son entrée, par le groupe d'intégration fiscale, s'élève à 3 025K€. La société n'a plus de déficit reportable né avant son entrée dans le groupe d'intégration fiscale et utilisable à titre individuel.

Information sur l'impôt

Le solde de l'impôt sur les bénéfices est de 666 919 € au titre de l'exercice 2018, à verser à COVAGE dans le cadre du groupe d'intégration fiscale.

Engagements hors bilan donnés

NEANT

Engagements hors bilan reçus

NEANT

COVAGE NETWORKS

Société par actions simplifiée

Au capital de 4.544.584 euros

Siège social : Immeuble Crisco Uno – 3-5-7 Avenue de la Cristallerie

92310 Sèvres

508 094 927 R.C.S Nanterre

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE 7 AOUT 2019

TROISIEME DECISION

L'Associé unique constate que l'exercice clos au 31 décembre 2018 se solde par un bénéfice net comptable de 1.587.960 euros et décide, sur proposition du Président, d'affecter ce bénéfice de la façon suivante :

- | | |
|---|-------------|
| - La somme de | 95.069 € |
| au report à nouveau qui se trouve ramené à zéro | |
| - La somme de | 74.644 € |
| à la réserve légale | |
| - La somme de | 1.418.247 € |
| au poste report à nouveau | |

L'Associé unique constate qu'au titre des trois derniers exercices aucun dividende n'a été mis en distribution.

